

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

A Rennes, le 26 janvier 2024

Colère agricole : le gouvernement ATTAL n'apporte aucune réponse aux questions de fond des éleveurs

Pour les Organisation de Producteurs de Viande de l'Ouest de la France, les propositions du gouvernement ATTAL manquent d'ambition pour relever le défi de la souveraineté alimentaire. La souveraineté alimentaire revêt un caractère aussi stratégique que la souveraineté énergétique, l'indépendance industrielle et technologique. Pour l'UGPVB, l'URCA, l'UNGP, il est urgent et prioritaire que le gouvernement inscrive ses projets d'actions concrètes dans le discours de réarmement du Président de la République.

Cela passe par :

- 1- Un coup d'arrêt à la complexification que continue à produire BRUXELLES, sous couvert bienveillant et sans réaction de la France. La France doit obtenir l'exclusion de l'élevage de la Directive européenne sur les émissions industrielles (IED), qui pourrait être adoptée au printemps à Bruxelles. L'élevage à capitaux familiaux ne doit pas relever d'un texte prévu pour l'industrie.
- 2- L'adoption de dispositions qui visent à 1) Simplifier les procédures, 2) Sécuriser les procédures et les actes administratifs, 3) Protéger les agriculteurs et les entreprises des mouvements radicaux.

Il faut un choc de simplification pour les éleveurs qui s'inspire des réformes politiques intervenue en 2022 et 2023 en faveur de la souveraineté de l'Etat dans les secteurs stratégiques de l'énergie et de l'industrie. Sans renoncer aux exigences françaises en matière de protection de l'environnement, un choc de simplification est attendu pour lever les lourdeurs administratives et renforcer la sécurité juridique des projets, protéger les investisseurs qui contribuent au réarmement alimentaire de la France.

CONTACT :

Jacques CROLAIS - **06 30 67 75 05**